

5E COLLOQUE DE DAKAR : PLUS DE SOLIDARITE ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE FACE AUX CRISES ACTUELLES

Ndongo Samba Sylla, Chargé de Programme



Photo prise par Armin Osmanovic

La Fondation Rosa Luxemburg, la Fondation Gabriel Péri, le département de philosophie de la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et la revue Recherches Internationales ont œuvré de concert à la bonne tenue de la cinquième édition du colloque international de Dakar, colloque qui a tenu toutes ses promesses. Pendant trois jours, du 23 au 25 novembre 2016, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a été le lieu de débats intenses et passionnés autour de la problématique suivante : « Les relations entre l'Europe et l'Afrique aujourd'hui : Néolibéralisme, paix et développement ». A part un invité venu du Brésil, les intervenants – des hommes politiques, des militants, des universitaires, des chercheurs, etc. - venaient d'Europe et d'Afrique.

Au regard de la diversité des thèmes qui ont été abordés, il est difficile de donner une synthèse satisfaisante de ce colloque. Mais quelques enseignements principaux peuvent tout de même être retenus.

Le premier enseignement est un constat, celui de la « crise » du néolibéralisme et des politiques qu'il a inspirées. En tant qu'un projet de restauration du pouvoir global des classes dominantes, le néolibéralisme a été incontestablement un succès pour ces dernières. En effet, jamais les inégalités sociales n'auront été aussi importantes. Mais, du point de vue des peuples partout à travers le monde, la chanson est tout autre. De la Tunisie au Brésil, du Nigéria à la Grèce, l'application méthodique des politiques néolibérales a généré misère, pauvreté, et recul des droits sociaux pour une frange croissante de citoyens. Ces évolutions reflètent d'une certaine manière les changements intervenus dans le fonctionnement des Etats, notamment en Afrique où les Etats se déchargent de plus en plus de leur rôle d'entrepreneur économique au profit du secteur privé international. La croissance de la part des marchés publics dans les budgets étatiques est l'indicateur le plus éloquent de ces transformations des fonctions de l'Etat.

Le second enseignement est aussi un constat, celui du recul global de la démocratie. Le triomphe du néolibéralisme implique que les systèmes politiques nommés démocraties fonctionnent partout de plus en plus au service des puissants et de moins en moins pour renforcer les droits politiques et sociaux de la grande majorité. En Afrique, s'il y a certes eu un regain de libéralisation politique (élections régulières, multipartisme, etc.) et une tendance vers l'expansion du droit de vote à la diaspora, ces évolutions a priori favorables ont rarement généré les bénéfices politiques et économiques escomptés. Les alternances au pouvoir, bien qu'elles aient souvent suscité beaucoup d'espoir, ont dans la majorité des cas été décevantes. Alternances sans alternatives donc.

Face au déploiement sous tous azimuts de la logique néolibérale et aux impasses de la « démocratie représentative », les mouvements sociaux se mobilisent partout pour résister, tenter d'introduire des réformes et esquisser des pratiques alternatives. Il a ainsi été question des luttes des mouvements sociaux en République Démocratique du Congo pour empêcher Kabila de briguer un nouveau mandat en contradiction avec la Constitution de son pays ; des luttes des « Indignés de Côte d'Ivoire » face à la répression gouvernementale ; des luttes contre l'impunité menées au Sénégal durant ces dernières années ; des initiatives nées de la problématique de « l'en-commun », initiatives qui entendent résister face à la dynamique globale actuelle de privatisation des biens communs ; des luttes menées en Afrique du Sud pour transformer une société qui continue de souffrir le legs de l'Apartheid.

Alors que les mouvements sociaux participent d'ordinaire à la transformation démocratique des sociétés, les mouvements extrémistes religieux ont de tout autres objectifs. Le point commun est toutefois que les mouvements sociaux autant que les mouvements extrémistes religieux sont des laboratoires de mise en forme de la colère et de la frustration exprimées par les populations, notamment la jeunesse. L'une des hypothèses émises durant ce colloque est que la mobilisation civique et la mobilisation des extrémistes religieux peuvent dans certaines circonstances être analysées comme des substituts. Là où la mobilisation civique commence à s'essouffler, l'extrémisme religieux peut parfois prendre le relais. Mais les alternatives à la mobilisation civique ne sont pas nécessairement les mouvements extrémistes religieux. Au sein même de la galaxie des mouvements religieux il existerait des mouvements non violents qui prêchent un Islam pacifique qui fédère, crée du lien et donne des perspectives aux jeunes en déshérence et laissés pour compte par la politique séculière. La question demeure cependant de savoir dans quelle mesure ces mouvements religieux peuvent participer, au-delà

de la promotion de la paix et d'un Islam non violent, à une transformation démocratique et « progressiste » des structures politiques, économiques et culturelles actuelles.

Le troisième enseignement est que l'humanité se situe aujourd'hui à la croisée des chemins. Nous vivons une fin de cycle. Lequel ? Difficile à dire. Il semble clair néanmoins que le système capitaliste ne pourra plus continuer de fonctionner comme il l'a fait pendant plusieurs siècles. Les changements climatiques, la croissance du chômage et de la précarité, l'épuisement de la démocratie libérale, la montée de la xénophobie et du racisme, l'émergence de populismes divers, le déclin de l'hégémonie américaine, etc. sont autant de réalités qui indiquent la nécessité d'une bifurcation. C'est pourquoi l'impératif de créer de nouvelles utopies pour orienter les luttes çà et là a été rappelé par la plupart des intervenants. Il est urgent de créer un nouveau monde. Il est urgent de développer de nouveaux principes sur lesquels bâtir le nouveau monde ou la nouvelle civilisation humaine que nous devons créer.

Tout en gardant en tête cet horizon de la libération humaine, l'une des conclusions de ce colloque est qu'il est important à court et à moyen terme de redéfinir les relations entre l'Europe et l'Afrique dans une perspective qui insiste sur la solidarité entre les peuples. Cette solidarité devrait d'ores et déjà s'éprouver dans la lutte contre les Accords de partenariat économique, les questions migratoires, la question des changements climatiques et celle de la politique énergétique, ainsi que la question du terrorisme.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

AFRIQUE DE L'OUEST

Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal

Téléphone : +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | site web : www.rosalux.sn

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

Les points de vue exprimés par l'auteur ne représentent pas nécessairement ceux de la Fondation Rosa Luxemburg.